



Sommet de la Jeunesse- réunion préparatoire Document de discussion pour les débats nationaux

Introduction

50^{ème} anniversaire du Traité de Rome

En 2007, l'Union européenne célébrera ses 50 ans. Le 25 mars 1957, des représentants de la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg signaient le traité établissant la Communauté économique européenne, et un second traité établissant l'EURATOM lors d'une grande cérémonie au Campidoglio à Rome. En cinquante ans, la Communauté des six est devenue une Union de vingt-sept, et cet essor sera amplement célébré par une série d'événements pendant le courant de l'année 2007.

Les jeunes aussi ont certainement des raisons de célébrer l'anniversaire d'un projet qui a apporté la paix, la stabilité, et la prospérité au continent, et leur a offert des possibilités que les générations précédentes n'ont pas connues dans la même mesure. Or, ces décennies à succès ont laissé la place à un projet européen qui semble avoir perdu son orientation et son inspiration. Le rejet du traité constitutionnel par les électeurs français et hollandais a été le symptôme d'une incertitude grandissante et du désenchantement des Européens par rapport au développement de l'Union européenne.

En outre, aujourd'hui en Europe, les jeunes connaissent plusieurs difficultés : l'insécurité grandissante et l'absence de justice sociale, surtout en matière d'emploi et d'éducation, de logement, et de changement climatique. La mondialisation et les effets de l'économie mondiale sur nos droits sociaux et l'environnement amènent de nouveaux et sérieux défis, en particulier pour les générations plus jeunes et pour celles à venir. Les jeunes s'attendent à ce que ces menaces soient abordées par les décideurs à tous les niveaux. L'Union européenne est un niveau politique crucial pour aborder efficacement ces questions à condition que la société civile soit renforcée et pleinement impliquée dans le processus décisionnel.

Pour cette raison, les jeunes délégués de toute l'UE se réuniront lors d'un Sommet de la Jeunesse qui se déroulera à Rome en parallèle au Sommet du Conseil européen de Berlin, et ils y exposeront leurs attentes et aspirations par rapport au projet européen pour les 50 prochaines années.

Une vaste consultation à l'échelle européenne

Afin de doter les discussions d'un fondement solide, un pré Sommet a été organisé à Bruxelles les 18-20 janvier, rassemblant des représentants de Conseils nationaux de la Jeunesse des 27 Etats membres de l'UE et d'organisations internationales de jeunesse. Pendant ces trois jours de travail intensif, les jeunes délégués se sont penchés sur divers aspects du projet européen : le traité constitutionnel, le modèle social et économique européen, le développement durable, le rôle de l'Union dans le monde, la construction d'une démocratie et d'une société civile européennes, et les jeunes et l'éducation dans l'UE.

Le pré Sommet a donné lieu à ce document de discussion, première base pour les débats nationaux qui seront organisés dans les différents Etats membres. Les organisations internationales de jeunesse organiseront également leurs propres consultations sur ce document. Ces débats nationaux impliquant chacun la diversité des jeunes dans chaque Etat membre ainsi que des discussions au sein du vaste éventail d'organisations internationales de jeunesse représenteront un vaste exercice de consultation de bas en haut, rassemblant les opinions des jeunes de toute l'Union européenne.

Les résultats seront présentés aux dirigeants européens le jour de l'anniversaire du traité de Rome - et également là où le traité de Rome fut signé- lors du Sommet de la Jeunesse les 24-25 mars 2007. Cependant, cet événement de grande visibilité ne doit pas conclure le processus ; il doit au contraire correspondre à un nouveau départ pour l'engagement continu de la jeune société civile dans le projet européen. Célébrant l'intégration européenne des cinquante dernières années, le Sommet de la Jeunesse sera surtout un moment pour analyser les défis à venir pour les cinquante prochaines années, qui définiront la majeure partie de la vie des jeunes d'aujourd'hui.

L'avenir du traité européen

- Il existe un besoin urgent de véritable constitution européenne et d'une sérieuse participation des citoyens européens dans ce processus, soit au moyen d'un référendum européen ou d'une assemblée constitutionnelle. La Convention des Jeunes organisée sur la question en 2002 et ses conclusions sont toujours valables pour nous. Certaines options du processus ont été abordées : le nouveau document est discuté par les gouvernements, les parlements nationaux, les assemblées constitutionnelles ou une convention. Nous, les participants du pré sommet, préférons un processus qui implique une assemblée constitutionnelle ou une convention, comprenant des représentants de la société civile.
- La constitution doit établir un cadre de base pour les institutions, reposant sur l'étendue et la structure des parties une et deux du traité constitutionnel originel. Ce cadre comprendrait la Charte des droits fondamentaux, les valeurs et règles fondamentales pour les

institutions. Les politiques et le fonctionnement détaillé de l'Union doivent être placés en dehors de la Constitution. Ils pourront ainsi être amendés plus facilement que la constitution.

- Pour élaborer des politiques efficaces au niveau européen, il faut passer du vote à l'unanimité au vote à la majorité et à la codécision dans toutes les compétences de l'Union. Le Parlement européen doit avoir plus de pouvoir, notamment le pouvoir d'initier une législation et le pouvoir de décider de son propre siège. La taille de la Commission européenne est essentielle par rapport à l'efficacité de l'institution.

Le modèle social et économique

- Le modèle social et économique européen est une vision commune de la façon dont la société doit être organisée, et il est unique au monde. Nous pensons que ce modèle repose sur des valeurs communes telles que la liberté, l'égalité, la justice sociale, le dialogue, et le respect des droits humains basés sur le principe d'égalité parmi les Etats membres. Nous voulons une Europe de l'ouverture et de l'inclusivité pour tous. Un modèle qui repose sur les droits sociaux fondamentaux, y compris l'égalité des chances et la non discrimination (genre, âge, préférence sexuelle, origine ethnique, religion, handicap, etc.), l'égalité, et des conditions de travail équitables.
- Ensemble, il nous faut trouver des moyens d'améliorer la position fragile des jeunes. L'intégration décente des jeunes dans le marché du travail doit être une partie essentielle des discussions sur l'avenir du modèle social et économique de l'Union européenne. Nous sommes fermement convaincus que le Pacte européen pour la Jeunesse est un instrument politique vital pour améliorer la situation des jeunes dans la société. Sa pleine mise en œuvre doit être accélérée. Les Etats membres doivent assumer leur responsabilité et impliquer les organisations de jeunesse dans le processus.
- Nous pensons que l'équilibre entre flexibilité et sécurité doit également être abordé. En effet, le nouveau concept de flexicurité signifie pour nous de trouver un équilibre socialement acceptable entre les besoins d'entreprises/lieux de travail adaptables et un objectif de développement humain et social à long terme.

Développement durable

- Le développement durable est une chose qui nous concerne tous, mais spécialement les jeunes. Nous demandons un investissement précis dans l'énergie propre, des investissements dans l'économie d'énergie, et une stratégie précise pour réduire les émissions de CO2. Une taxe sur le kérosène pour tous les vols intérieurs de l'UE. Tout cela doit être combiné avec un soutien financier pour des modes de transports plus durables et la réduction des vols intérieurs de courte distance.

- Les subsides agricoles de l'UE doivent être environnementalement et socialement plus justes, conduisant à une augmentation de l'agriculture organique et à de meilleures chances pour les agriculteurs des pays moins développés de fournir leur propre marché et le marché européen. Une réforme de la PAC (Politique agricole commune) s'impose.
- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU sur la réduction de la pauvreté doivent être une priorité pour l'UE, notamment en investissant 1% du RIB dans l'aide au développement dans les pays qui ont adhéré à l'UE avant 2002, et 0,5% du RIB des pays qui y ont adhéré ultérieurement. En outre, l'UE doit avoir le pouvoir de sanctionner des pays qui ne respectent pas ces fonctions.

L'UE dans un monde globalisé

- Les relations extérieures touchent les habitants de l'Europe dans leur vie quotidienne, mais elles sont en général considérées comme trop éloignées des citoyens et engendrent un manque d'intérêt pour la conception d'une politique extérieure. Par conséquent, il faut une nouvelle approche pour connecter les politiques extérieures à la vie quotidienne des citoyens européens. L'UE a besoin d'une politique étrangère cohérente pour pouvoir s'exprimer d'une seule et même voix dans le monde.
- Le développement d'un modèle économique durable pour le monde, et l'utilisation de sources alternatives d'énergie doit être une priorité dans la politique étrangère de l'Union européenne.
- L'égalité hommes femmes et les droits des femmes doivent être inclus dans toutes les actions extérieures de l'UE. La diplomatie de l'UE doit se concentrer sur le respect des droits des femmes à travers le monde, conformément à la Convention de Pékin.

Démocratie et société civile

- La crise que connaît actuellement l'UE est avant tout liée au dysfonctionnement des organes démocratiques représentatifs. Les citoyens de par l'Europe n'exercent pas leur droit d'élire leurs représentants. Question à débattre : *pourquoi les gens n'exercent-ils pas leur droit de vote ?*
- Compte tenu des différences qui règnent à travers l'Europe sur les préoccupations et possibilités des citoyens, nous ne pouvons nier l'importance capitale de participer aux Organisations de la Société civile en vue d'influencer la construction de la démocratie. Toutefois, l'Europe du futur doit accroître et diversifier ses structures de démocratie participative. Questions à débattre : *Que faut-il pour que les jeunes s'engagent dans quelque chose ? Comment les Organisations de la Société civile dirigées par des jeunes peuvent-elles, dans une plus large mesure, engager les jeunes qui se trouvent aujourd'hui en dehors des organisations et des débats ?*

- Au niveau national, une dimension européenne s'impose dans le débat politique, et c'est très important vu le rapprochement de l'élection du Parlement européen en 2009. La communication entre les institutions de l'UE et les citoyens de l'Europe ne peut se faire sans un engagement des Etats membres. Au moyen de financements publics, les OSC peuvent également s'engager et jouer un rôle de précurseur dans l'animation d'un tel débat. Il est essentiel que nous assurions la crédibilité et l'indépendance des OSC malgré un financement public puissant au moyen de la transparence. Questions à débattre: *comment garantir une dimension européenne dans le débat politique aux niveaux régional et national ? Quel est le rôle des Etats membres à cet égard ? Quel rôle les OSC peuvent-elles jouer à cet égard ? Quel rôle auraient les Etats membres en termes de reconnaissance et de possibilités de financement - pour construire la démocratie et impliquer les OSC ?*

Les jeunes et l'éducation

- La qualité de l'éducation formelle. Il est extrêmement important que la qualité de l'éducation de base, primaire et secondaire soit constamment élevée. Nous demandons donc une réévaluation du contenu du système de l'éducation formelle sous sa forme actuelle, non seulement du point de vue du transfert des connaissances en tant qu'aspect important, mais également du point de vue du développement de compétences faisant partie intégrante du processus pédagogique. Cela rehaussera l'intérêt des systèmes éducatifs pour les jeunes et cela pourrait même servir de motivation. L'éducation doit se concentrer davantage sur la façon de préparer tous les étudiants à ce passage difficile de l'éducation au marché du travail. Nous sommes convaincus que l'éducation formelle doit interagir et être complémentaire à l'éducation non formelle.
- L'accessibilité de l'éducation formelle. L'éducation formelle doit non seulement être obligatoire mais également accessible pour tous. Cela signifie que chaque individu doit avoir accès à toutes les institutions d'enseignement. Pour que cela se produise, les barrières actuellement en place, quelle que soit leur nature (financière ou culturelle) doivent être éliminées. Les gouvernements de tous les Etats membres doivent développer et appliquer un programme de financement gouvernemental qui soutienne les jeunes pendant leurs études.
- La valeur de l'éducation non formelle doit être reconnue et communiquée efficacement à la société au sens large. La communication sur les valeurs de l'éducation non formelle ne doit pas demeurer au niveau national ou uniquement dans les mains d'acteurs du secteur de la jeunesse. Des activités doivent être développées au niveau local ; dans les écoles et les communautés. En outre, les médias et les employeurs doivent être impliqués directement et inclus en tant que partenaires. Cela peut se faire uniquement grâce à un soutien institutionnel de l'Union européenne et des

gouvernements de l'ensemble des Etats membres. Nous devons sensibiliser les jeunes eux-mêmes à propos des valeurs acquises grâce à la participation parce que nous estimons que la prise de conscience de soi contribue à éviter la sur formalisation.